

CUBA TERRE DES DROITS DE L'HOMME

Nous avons choisi de traiter ce soir, dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale, d'un thème très important et aussi très polémique: les droits de l'homme mais si nous avons intitulé cette soirée « Cuba, terre des droits de l'homme », ce n'est pas par pure provocation et nous allons vous le prouver.

La « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » premier texte de référence en la matière considère comme droits de l'homme imprescriptibles: « la liberté, le propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression »

Ces valeurs sont évidemment reprises dans la « Déclaration universelle des droits de l'homme » de 1948, auxquelles sont ajoutées la droit à la protection juridique, la liberté, d'opinion, d'expression et de religion, le droit de participer à la vie politique du pays et d'avoir des élections honnêtes.

C'est sur la question des « droits de l'homme » que Cuba est le plus souvent attaquée et c'est sur ce plan-là que ses conceptions s'opposent le plus, sans doute, aux conceptions étasuniennes, qui sont le plus communément admises. Voyons donc ce qu'il en est réellement.

Les droits de l'homme à Cuba:

Education: Elle est gratuite jusqu'à l'Université, alors que la DDH de 1948 considère comme un droit la gratuité de l'enseignement élémentaire.

Santé: Cuba a le meilleur système de santé du monde et cela est reconnu par l'OMS qui salue régulièrement les réussites de Cuba dans ce domaine: tous les soins sont gratuits depuis la naissance jusqu'à la mort. Les femmes, les enfants, les femmes enceintes et les vieillards sont l'objet d'attentions particulières.

Alimentation: tous les Cubains reçoivent chaque mois un panier de ravitaillement gratuit ou à prix symbolique. Là aussi, les enfants, les femmes enceintes et les vieillards, les malades, sont l'objet d'attentions particulières.

Propriété: Malgré les difficultés dues au manque de matériaux de construction chaque Cubain possède un toit et 60% de la population est propriétaire de son logement. Ce logement peut être transmis aux enfants par héritage.

Travail: chaque Cubain a un travail et aucun n'est licencié sans salaire ni protection sociale.

L'homme et la femme ont des droits égaux dans le **mariage** et lors de la dissolution du mariage. Les enfants nés du mariage ou naturels ont les mêmes droits.

La liberté de se déplacer est réduite pour les Cubains par le blocus que les Etats-Unis imposent à leur pays depuis 50 ans et le fait que leur monnaie nationale, le peso cubain, n'a aucune valeur sur le marché international et qu'il leur est interdit d'utiliser des dollars. Cuba n'a aucune responsabilité dans ces faits et on ne peut dire, par conséquent, qu'elle

ne respecte pas ce droit.

Les élections à Cuba: Une idée fortement répandue est qu'il n'y a pas d'élections à Cuba. Or, ceci est totalement faux. Il n'y a pas de campagnes électorales menées à grands frais mais il y a des élections qui impliquent la totalité de la population cubaine. Les premiers délégués sont élus dans les comités de quartier qui désignent des délégués qui siègeront dans les assemblées municipales. Ceux-ci élisent les délégués qui siègeront dans les assemblées provinciales et qui éliront les délégués à l'Assemblée Nationale. Celle-ci élira les membres du Conseil d'Etat qui élit le Président du Conseil d'Etat, de la même manière que nos conseillers municipaux élus par un scrutin de liste, élisent les maires de toutes les communes de France. Dire que le système électoral cubain n'est pas démocratique, c'est dire en même temps que nos élections municipales ne sont pas démocratiques...

Le droit de pratiquer sa religion : De nombreuses religions sont présentes à Cuba : la religion catholique, fortement majoritaire, la religion protestante avec un certain nombre d'églises évangéliques différentes, la santeria, mélange de cultes africains et de christianisme, le vaudou, et il existe également dans l'île une petite communauté juive. Depuis que l'Eglise Catholique a cessé d'appuyer ouvertement la contre-révolution (par exemple en organisant en 1960 l'Opération Peter Pan destinée à vider le pays de ses enfants) ses relations avec le gouvernement cubain sont tout à fait semblables à celles que l'Eglise entretient avec d'autres gouvernements. Des bulletins paroissiaux sont publiés régulièrement et leur diffusion est parfaitement légale.

Les mouvements religieux ont des représentants à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire car ils participent, comme les autres organisations de masse, à l'élection de 50% des députés.

Personne, à Cuba n'est inquiété pour sa religion.

La liberté de pensée: Une campagne anti-cubaine prétend que les personnes emprisonnées à Cuba pour avoir touché de l'argent des Etats-Unis sont en fait des « prisonniers d'opinion » inquiétés pour des idées qu'ils défendraient pacifiquement. Il nous faut rappeler que le délit d'« intelligence avec une puissance étrangère » est passible, en France, de 30 ans de prison (en temps de paix) et que les opposants au gouvernement cubain qui ne touchent pas d'argent des Etats-Unis vivent à Cuba sans être inquiétés (c'est le cas d'Oswaldo Paya).

La liberté de la presse: Aux Etats-Unis, la liberté de la presse garantit une presse sans contrôle de l'Etat, dans laquelle chacun peut écrire ce qu'il veut, mais qui est forcément soumise aux intérêts et aux opinions de ceux qui la possèdent.

A Cuba, la presse est contrôlée par l'Etat, ce qui ne signifie nullement que l'information y est censurée ou détournée, mais qu'aucun intérêt privé ne peut s'y exprimer. Il est donc naturel que ceux qui défendent les intérêts privés, en particulier leurs propres intérêts, s'insurgent contre cette conception et mettent tout en œuvre pour la discréditer.

Il n'est pas rare de constater que la presse cubaine diffuse des informations sur lesquelles nos médias restent muets.

Quant à Fidel Castro, il a consacré récemment plusieurs de ses « Réflexions » à divulguer le contenu de livres non traduits en espagnol pour que le peuple cubain puisse prendre connaissance de faits particulièrement importants, sur les dangers d'une guerre nucléaire par exemple. « Notre peuple doit être informé » a-t-il écrit à ce sujet.

Internet : Les Etats-Unis interdisent à Cuba d'utiliser le câble en fibre optique qui passe au large de leurs côtes. Les Cubains doivent donc se connecter à internet par satellite, ce qui rend les connexions à la fois très lentes et très chères. Cuba n'étant pas un pays riche n'a pas les moyens d'assumer les frais considérables découlant de cette situation particulière. Les connexions existantes sont donc réservées prioritairement aux domaines de l'éducation, de la santé, elles profitent à l'ensemble de la population et où elles permettent de sauver des vies.

Rien n'interdit aux Cubains d'avoir une connexion internet, en dehors des problèmes que nous venons d'évoquer et qui sont la conséquence du blocus et non d'une quelconque interdiction qui émanerait du gouvernement cubain.

Ces problèmes devraient être en partie résolus par le câble de fibre optique qui va relier Cuba et le Venezuela et qui devrait être mis en service en 2011.

LE PRIX SAKHAROV¹ : ou la distorsion de la notion de droits de l'homme :

¹Souvenez-vous de Sakharov :

Voici ce que nous dit sur lui le site <http://www.nobel-paix.ch/bio/sakharov.htm> :

« A l'âge de 17 ans, il entame des études de physique à l'Université de Moscou. Ses talents intellectuels lui permettent d'être exempté du service militaire lors de l'invasion de l'Allemagne en 1941. En 1942, il obtient sa licence puis son doctorat. En 1948, il collabore avec le physicien Tamm (Prix Nobel de physique) et se lance dans les recherches en matière d'armes nucléaires. En 1949, un groupe de chercheurs soviétiques développe la bombe atomique (4 ans après les Américains) et invente, en 1953, la bombe à hydrogène. Sous l'influence de Schweitzer et de Linus Pauling, il dénonce les dangers de la radioactivité et tente de persuader les autorités soviétiques de supprimer une série de tests.

Il obtient un succès partiel à travers la signature du Traité contre les essais nucléaires en 1963. En 1966, il critique publiquement une lettre ouverte d'intellectuels qui visait à la réhabilitation de Staline et proteste contre les mesures prises par Brejnev contre les dissidents. En 1968, il publie : « Réflexions sur le progrès, la coexistence et la liberté intellectuelle. » Il est ensuite obligé d'abandonner les recherches secrètes et est réintégré dans l'Institut de physique avec une baisse de salaire et des conditions de vie dégradées. Il perd sa femme. Avec deux autres collègues, il crée un comité des droits de l'homme en 1970. C'est alors qu'il rencontre Elena Bonner qu'il épousera en 1971. En novembre 1975, le gouvernement soviétique refuse de lui donner le visa qui lui permettrait de se rendre à Oslo pour retirer le Prix Nobel de la Paix. C'est Elena Bonner qui le remplacera et qui prononcera le discours de réception à sa place. »

Edifiant... « Ses talents intellectuels, dit-on, lui permettent d'être exempté du service militaire lors de l'invasion de l'Allemagne en 1941 ». Que ne fait-on pas dire aux mots ? Remplacer « il échappe à la mobilisation » par « il est exempté de service militaire » constitue un véritable trait de génie. Bien sûr, en France également, enseignants et autres intellectuels n'ont pas été mobilisés au début de la guerre mais réquisitionnés à leur poste. Reste que la plupart d'entre eux a trouvé moyen de défendre autrement la liberté menacée, en entrant dans la Résistance par exemple. Rien de tel chez le jeune Andreï. De ce vide pouvons-nous conclure qu'il a déjà choisi son camp ? Peut-être pas car il travaille sur les armes nucléaires, ce qui semble indiquer qu'il ne manifeste publiquement aucun désaccord avec le gouvernement de son pays. Mais, et c'est peut-être là le hic, ce n'est pas lui qui met au point la bombe atomique en 1949 mais « un groupe de chercheurs soviétiques ». S'il avait fait partie de ce groupe, nul doute que l'article nous le dirait. Non, lui, il dénonce « les dangers de la radioactivité » et ce au moment précis où l'URSS peut enfin traiter avec les USA à armes égales. Car, nous précise-t-on, les USA ont déjà la bombe depuis 4 ans. Il n'y avait d'ailleurs nul besoin de le préciser car chacun sait qu'ils s'en étaient déjà servis. Et qu'à fait notre jeune Sakharov lorsque les USA ont largué la bombe sur Hiroshima et Nagasaki faisant en un instant des millions de morts ? A-t-il alors dénoncé « les dangers de la radioactivité » ? Certes non, pas plus que pendant la période où il travaillait lui-même sur les armes nucléaires... c'est à la mise au point de ladite bombe. Non, il ne dénonce ces dangers que lorsque la bombe est soviétique et qu'une autre équipe de chercheurs a réussi...

Mais ce raisonnement nous le connaissons bien, nous, défenseurs de Cuba. Car c'est ce qu'on nous dit à propos de la « Crise des Missiles » : c'est la bombe soviétique qui est dangereuse, pas la bombe étasunienne et Kennedy menaçant de l'utiliser passera pendant des années et passe encore aux yeux de certains, pour celui qui a « sauvé le monde de la menace soviétique »... Même raisonnement ici, mais c'est un soviétique qui le tient ! Certes, on a appelé cette situation « équilibre de la terreur ». Mais que se serait-il passé si les USA avaient été les seuls à posséder une telle arme ? Les Rosenberg sont morts d'avoir voulu donner à d'autres peuples une chance de survie... Pour Sakharov, pas de problème : la survie de son peuple ne l'angoisse pas.

Ce prix est décerné chaque année à une personne ou une organisation pour son action en faveur de la défense des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la défense de la coopération internationale ou du développement de la démocratie et de l'état de droit.

Le prix est doté d'une récompense de 50 000 euros.

Cette année, il a été décerné à Guillermo Fariñas, condamné de droit commun qui a entamé sa première grève de la faim pour échapper à la justice et s'est par la suite engagé dans les rangs des « dissidents » financés par les Etats-Unis. Il se produit régulièrement sur les ondes de « Radio Marti » la radio anti-cubaine qui émet depuis Miami et s'est fait une spécialité des grèves de la faim non menées à leur terme pour des revendications aussi variées qu'obtenir l'installation d'internet à son domicile ou la libération des faux journalistes arrêtés en 2003.

En 2005, le Prix Sakharov avait été décerné aux « Dames en blanc », association composée par les femmes et de filles des « journalistes » emprisonnés à Cuba en 2003 pour avoir touché de l'argent des USA dans le but de déstabiliser le gouvernement cubain et à « Reporters sans frontières », l'association française bien connue pour sa défense de la « liberté de la presse » dans le monde, ses positions anti-cubaines et ses actions parfois violentes contre les intérêts cubains.

Nous avons constaté au moment où RSF avait reçu ce prix l'incohérence qu'il y avait pour une association de défense des journalistes et de la « liberté de la presse » à s'en prendre à Cuba, un des rares pays, le seul d'Amérique Latine, où aucun journaliste n'a jamais été enlevé, torturé ou assassiné...

CONCLUSION:

C'est sur la question des « droits de l'homme » que Cuba est le plus souvent attaquée car c'est sur ce plan-là, nous l'avons dit tout à l'heure, que ses conceptions s'opposent le plus, sans doute, aux conceptions étasuniennes, qui sont le plus communément admises.

Continuons : « Il est ensuite obligé d'abandonner les recherches secrètes et est réintégré à l'Institut de Physique avec une baisse de salaire et des conditions de vie dégradées ». Là, je me pose une question : qu'advierait-il en France, si un chercheur du Centre Atomique de Cadarache, par exemple, prenait publiquement de telles positions ? Conserverait-il son poste et les privilèges qui s'y attachent ? Je ne crois pas. Dans tous les pays, certains postes sont assortis de conditions particulières, la principale étant le « devoir de réserve » et trahir ce devoir est toujours lourd de conséquences. Une baisse de salaire et des « conditions de vie dégradées » ne sont donc dans ce cas aucunement une brimade, seulement une conséquence de la rupture par l'intéressé du contrat qui faisait de lui un privilégié. Et naturellement, cela n'a rien à voir avec les « droits de l'Homme »... seulement avec la manipulation.

Mais souvenons nous : dans les années soixante-dix, Soljenitsine, autre grand défenseur des « droits de l'Homme », nous conte dans « Le Premier Cercle », l'histoire d'un personnage « arrêté juste parce qu'il téléphonait ». Lisez le livre et vous constaterez que ce triste individu téléphonait à l'ambassade des USA : donc, en clair, il livrait des secrets d'état à une puissance étrangère ! Etre arrêté pour ça ? Intolérable pour Soljenitsine et ses pareils. Seule une dictature est capable de ça... Mais encore une fois, que se passerait-il en France en pareil cas ? Ou aux USA ? C'est justement de ça que les Rosenberg ont été accusés...et ils ont été condamnés à mort et exécutés !

De cela, naturellement, personne ne dit mot. Mais si, comme les exemples que nous venons d'énumérer semblent le démontrer, trahir son pays et les intérêts supérieurs de l'Humanité constitue un droit de l'homme pour ces gens-là, alors oui, le Prix Sakharov remplit pleinement son office et les lauréats 2005 le méritent amplement.

En effet, c'est cette conception des droits de l'homme qui induit le choix du système économique cubain puisque celui-ci met l'économie au service de l'homme, alors que le système étasunien met l'homme au service de l'économie.

Les Etats-Unis accordent une grande importance aux droits de l'homme de première génération, ceux qui garantissent l'individu contre l'Etat, c'est à dire, en résumé, le droit de vivre et de n'être ni tué ni torturé. A ces droits, ils ajoutent comme un droit toute résistance de l'individu à l'Etat sous quelque forme que ce soit et dans quelque domaine que ce soit et la liberté d'entreprendre.

Cuba, qui s'est dotée d'un Etat qui est l'émanation du peuple, considère, au contraire, comme droits fondamentaux les droits de l'homme de deuxième génération : le droit à la santé, à l'éducation, à la culture, le droit à être convenablement nourri. Tous ces droits sont garantis par l'Etat à la collectivité, et elle y ajoute même des droits de troisième génération comme le droit au logement.

De ces deux conceptions de base découlent de nombreuses divergences, en particulier en ce qui concerne le droit à l'information.

Dans un monde multipolaire, cet affrontement théorique pourrait s'opérer au grand jour et permettre aux individus qui sont la cible de l'information de se forger une opinion personnelle et de choisir le type d'information qu'ils souhaitent obtenir. Mais la pensée unique et la mondialisation des idées ont créé une pensée dominante qu'il est pratiquement impossible de contrer parce qu'elle ne s'exprime pas en tant que théorie mais comme une pensée « logique », « naturelle », alors que l'autre conception apparaît sous-tendue par une pensée politique, généralement perçue comme carrément illégitime, en tout cas qu'il est possible de remettre en cause parce qu'elle n'est pas « dans la nature des choses ».

Il est pourtant bien évident que la conception libérale de l'information, comme la conception libérale de l'économie, est également sous-tendue par une pensée politique. La finesse de ses défenseurs réside dans le fait qu'ils ont réussi à imposer cette conception comme si elle était neutre et aussi naturelle que le courant qui entraîne un fleuve vers la mer.

Alors, ne nous laissons pas tromper par la conception dominante des droits de l'homme et posons-nous la seule vraie question : quels sont les droits de l'homme qui apportent à l'homme une vie meilleure ? Quels sont les droits qui lui permettent le mieux de s'épanouir et de vivre en harmonie avec ses semblables ? sont-ce les droits de l'homme que défendent les Etats-Unis ou ceux que défend le peuple de Cuba ?

Françoise Lopez
pour Cuba Si France Provence
le 19 novembre 2010
Salon-de-Provence